



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE  
DU BURUNDI**

**CIRCULAIRE N° 02/LBC-FT/2026 RELATIVE A LA FIXATION DES SEUILS,  
EDICTEE EN VERTU DU REGLEMENT N° 02/2026 RELATIF A LA LUTTE  
CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU  
TERRORISME**

Le Gouverneur de la Banque de la République du Burundi,

Vu la loi n° 1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi ;

Vu la loi n°1/17 du 22 août 2017 régissant les activités bancaires ;

Vu la loi n° 1/07 du 11 mai 2018 portant Système national de paiement ;

Vu la loi n° 1/08 du 27 mars 2025 portant modification de la loi n° 1/02 du 04 février 2008 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;

Vu la Réglementation des changes ;

Vu le règlement n° 02/2026 relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme édicté en application de la loi n° 1/08 du 27 mars 2025 portant modification de la loi n° 1/02 du 04 février 2008 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;

Edicte :

**Article 1 : Objet**

La présente circulaire fixe les montants des seuils prévus aux articles 39, 41, 45, 55, 66 et 3 ainsi que l'article 13 respectivement de la loi n° 1/08 du 27 mars 2025 portant modification de la loi n° 1/02 du 04 février 2008 portant lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et du règlement n° 02/2026 relatif à la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme édicté en vertu de cette loi.

**Article 2 : Seuil pour la déclaration des fonds au point d'entrée ou de sortie du territoire de la République du Burundi**

Toute personne en provenance d'un Etat tiers qui entre sur le territoire de la République du Burundi ou qui quitte celui-ci à destination d'Etat tiers est tenue de remplir, au moment de l'entrée ou de la sortie, une déclaration d'espèces et instruments négociables au porteur conformément aux limites prévues par la Réglementation des Changes.

**Article 3 : Seuil applicable aux paiements en espèces dans les transactions immobilières**

Le prix de vente d'un bien immobilier, dont le montant est égal ou supérieur à cinq millions de franc Burundi (BIF 5 000 000) ne peut être acquitté qu'au moyen de virement ou d'un chèque.

Les dispositions prévues à l'alinéa ci-dessus ne sont pas applicables aux paiements réalisés par des personnes qui sont incapables de s'obliger par chèque ou par un autre moyen de paiement scriptural ainsi que par les personnes qui ne disposent pas de compte.

**Article 4 : Seuil pour la détermination d'une transaction importante**

Est qualifiée de transaction importante en espèces, toute transaction dépassant un montant supérieur ou égal à quarante millions de franc Burundi (BIF 40 000 000).

**Article 5 : Seuil applicable aux opérations en espèces effectuées par les négociants en métaux précieux et en pierres précieuses**

Les négociants en métaux précieux et en pierres précieuses mettent en œuvre les obligations de vigilance à l'égard de la clientèle lorsqu'ils effectuent avec un client, une opération en espèces d'un montant supérieur ou égal à quarante-cinq millions de francs Burundi (BIF 45.000.000).

**Article 6 : Seuil déclenchant l'obligation de déclarer le statut de gestionnaire de fiducie**

Tout gestionnaire de fiducie effectuant une opération d'un montant supérieur ou égal à Cinq millions de franc Burundi (BIF 5 000 000) est tenu de déclarer son statut.

**Article 7 : Entrée en vigueur**

La présente Circulaire entre en vigueur le jour de sa publication sur le site Web de la Banque de la République du Burundi et au Bulletin Officiel du Burundi.

Fait à Bujumbura, le 30 / 4 / 2026

Edouard Normand BIGENDAKO

